



Le dimanche 1 décembre 2013

92ème jour de grève de la
faim des habitants du camp
Liberty et d'Iraniens de 5 pays



Liberty : sonnette d'alarme pour les grévistes de la faim

Le 24 novembre 2013 - Le médecin des grévistes de la faim au camp Liberty en Irak a lancé un appel pour une intervention urgente des organisations de défense des droits de l'homme à travers le monde.

Cité par le quotidien irakien Al-Zaman, le Dr Ebrahim Djadi, médecin du camp Liberty, a déclaré : "Une tragédie humanitaire se prépare. En tant que médecin, j'exhorte toutes les organisations de défense des droits humains, Médecins Sans Frontières et tous les médecins pouvant influencer dans ce dossier brûlant, de faire entendre ma voix aux autorités concernées."

"88 jours se sont écoulés depuis le début de la grève de la faim à Liberty et les grévistes approchent d'un stade critique, la situation de certains est gravissime et au bord d'un seuil irréversible," a-t-il ajouté.

" À ceux qui ont accepté la responsabilité de la sécurité des habitants de Liberty, je mets en garde, de par ma responsabilité et pour que cela soit inscrit dans l'histoire, que nous approchons d'une catastrophe humanitaire. La vie de centaines de grévistes de la faim dans la prison de Liberty et dans plusieurs pays du monde est gravement en danger."

Des centaines d'Iraniens à Liberty, Genève, Londres, Berlin, Ottawa, Melbourne , Rome, Stockholm et Washington sont en grève de la faim depuis le 1er septembre 2013, à Rome et Stockholm depuis la semaine dernière, et à Washington depuis hier pour demander la libération des sept otages d'Achraf enlevés par les forces irakiennes inféodées à l'Iran.



L'archevêque d'Oxford critique William Hague sur les otages d'Achraf

Le 29 novembre 2013 - L'archevêque d'Oxford le révérend John Pritchard a adressé, "de la part de nombreux évêques, une lettre au ministre britannique des Affaires étrangères William Hague, pour lui exprimer sa profonde inquiétude concernant la réponse (inadéquate) donnée au massacre du camp d'Achraf", écrit le journal épiscopal *Church Times*.

« Le gouvernement britannique a lui aussi, selon les conventions de Genève, une responsabilité de rassurer la protection des opposants iraniens, » affirme la lettre.

